

LA FIN DU SIDA EST À PORTÉE DE MAIN

en 2015, 83% concernent des gays, des migrants-es, des usagers-ères de drogues et des travailleurs-ses du sexe. Des publics **régulièrement discriminés, pénalisés**, dont la **précarité sociale** ou **administrative** aggrave la vulnérabilité à l'épidémie. En cela, **la lutte contre le sida est d'abord une lutte politique**.

Vaincre l'épidémie implique la construction d'une **société plus juste, plus inclusive** et **plus égalitaire**. Une société où chacun-e pourra vivre avec fierté et dignité. Une société où les droits des minorités seront respectés, où les progrès de la science profiteront à tous-tes de façon équitable, sans distinction de genre, d'origine, de pratiques ou d'orientation sexuelle. Cette société n'a rien d'une utopie mais elle appelle des changements politiques majeurs, notamment sur les conditions d'accueil et d'accès aux soins des étrangers-ères malades.

AIDES PROPOSE DES MESURES CONCRÈTES POUR EN FINIR AVEC LA REMISE EN QUESTION DE L'ACCÈS AUX DROITS, À LA PRÉVENTION ET AUX SOINS DES PERSONNES ÉTRANGÈRES.

ENSEMBLE, CONSTRUISONS UN MONDE SANS PEUR, SANS REJET, SANS DISCRIMINATION. UN MONDE QUI PRÉFÈRE LES PONTS AUX MURS.

OUI, UN MONDE SANS SIDA EST POSSIBLE

Chercheurs-ses et experts-es du monde entier ont démontré qu'il était désormais possible de mettre fin à l'épidémie de sida.

En garantissant à chacun-e l'accès au dépistage, aux traitements VIH et à tous les moyens de prévention, nous pouvons stopper la progression du virus. En militant chaque jour sur le terrain pour défendre l'accès aux droits et aux soins pour tous-tes, AIDES s'inscrit pleinement dans cette stratégie.

#REVEndiquons2017

Découvrez notre programme complet pour un monde sans sida sur aides.org/2017

f /aides

@assoaides



#REVEndiquons2017

MIGRANTS-ES : DES DROITS ET DES SOINS POUR TOUS-TES !

aides.org

MIGRANT-ES : DES DROITS ET DES SOINS POUR TOUS-TES !

Les conditions d'accueil déplorables réservées aux nouveaux arrivants sur le territoire, et la difficulté à obtenir un titre de séjour éloignent les personnes des lieux de soin. C'est une absurdité en termes de santé publique. On sait en effet que près de la moitié des personnes étrangères vivant avec le VIH se contaminent après leur arrivée en France. La précarité sociale, économique et administrative favorise les contaminations. Remettre en cause les droits, l'accès à la prévention et aux soins de personnes étrangères, c'est faire le jeu de l'épidémie.

En France, la loi interdit l'expulsion des personnes étrangères gravement malades et leur donne accès à un titre de séjour quand elles ne peuvent se soigner dans leur pays d'origine. Pourtant, depuis cinq ans, les expulsions de personnes malades se sont multipliées et l'accès au titre de séjour pour soins est entravé par une multiplication des pratiques illégales. L'évaluation médicale des demandes est passée sous le contrôle du ministère de l'Intérieur alors qu'elle était jusqu'alors sous celle du ministère de la Santé.

Parallèlement, l'Aide médicale d'État (AME), dispositif de couverture maladie pour les personnes étrangères en situation irrégulière, ne cesse d'être remis en cause. L'accès à l'assurance maladie pour les personnes en situation régulière a été récemment réduit.

**METTRE FIN AUX ÉPIDÉMIES DE VIH
ET D'HÉPATITES SUPPOSE DE ROMPRE
AVEC UNE APPROCHE RÉPRESSIVE DES
MIGRATIONS ET DE PROMOUVOIR
UNE VÉRITABLE POLITIQUE D'ACCUEIL.**

AIDES DEMANDE SANS TARDER :

- **La fin des expulsions** de personnes malades.
- **La protection de l'indépendance des médecins** pour l'accès au titre de séjour pour soins.
- Un accès **au titre de séjour pour tous-tes les résidents-es** sur le territoire français.
- **La garantie de l'égalité** en matière de droits politiques et sociaux pour tous-tes les résidents-es sur le territoire français.
- L'intégration de l'**Aide Médicale d'État (AME)** dans l'assurance maladie.

Retrouvez sur aides.org/2017

les 17 autres propositions de AIDES pour un monde sans sida